



LA LETTRE DE L'OCEAN INDIEN

THE INDIAN OCEAN NEWSLETTER

DIPLOMATIE, POLITIQUE, STRATEGIE, ECONOMIE

HEBDOMADAIRE CRÉÉ EN 1981

SOMMAIRE

N° 412

6 janvier 1990

◆ CORNE DE L'AFRIQUE

. **Djibouti**: Polémique sur les rapports avec la Somalie (p.2)
. **Ethiopie**: Réouverture de l'ambassade d'Israël (p.2); Reprise des combats au Nord; l'EPLF annonce la libération de 10 000 prisonniers; Poursuite du procès des officiers (p.4)

◆ AFRIQUE DE L'EST

. Rapport de la Cour des comptes de la CEE (p.7)
. **Kenya**: Mise en cause de la Law Society (p.6)

◆ AFRIQUE AUSTRALE

. **Afrique du Sud**: Référendum municipal à Pietermaritzburg; Front uni de l'extrême-droite afrikaaner; Un plan de Mandela pour la paix (p.5)
. **Mozambique**: Privatisation du parc immobilier (p.6)

◆ LES ILES

. **Comores**: Des présidentielles en février? (p.3)
. **La Réunion**: Bouleversements à prévoir au Conseil général (p.6)
. **Madagascar**: Changements à la direction de la DGID (p.3); Justin Rarivosoa quitte de FNI (p.3)
. **Maurice**: Coopération contre le ver blanc avec La Réunion (p.3)
. **Seychelles**: Présentation du budget (p.3)

◆ A NOTER

. Océan Indien, Djibouti, Somalie

10, RUE DU SENTIER
75002 PARIS - FRANCE
TEL. : (1) 45.08.14.80
TELEX : LOI 215405 F
FAX : (1) 45.08.59.83

L'EVENEMENT

SOUDAN: Terrorisme d'Etat ?

L'explosion apparemment inexplicable qui s'est produite le 28 décembre sur l'aéroport de Khartoum risque de se révéler lourde de conséquences pour l'avenir politique du Soudan. L'affaire avait débuté une semaine plus tôt avec la destruction d'un cessna de Médecins Sans Frontière qui venait de décoller d'Aweil, avec à son bord trois Français (dont le pilote) et un infirmier soudanais.

Alors que la localité d'Aweil, encerclée par le SPLA, est aux mains du gouvernement, la junte a aussitôt accusé la guérilla d'avoir abattu l'avion français. Or, celui-ci, qui, selon une procédure habituelle, s'élevait en spirale au-dessus du terrain pour échapper à d'éventuels tirs du SPLA, est retombé sur la piste. Selon plusieurs témoignages recueillis par La Lettre de l'Océan Indien, les assiégeants ont vu le missile -un SAM-7 livré par la Libye à l'armée soudanaise - partir du périmètre de défense.

Quelques jours plus tard, les corps de deux Français (les autres ayant été carbonisés) étaient rapatriés à Khartoum où l'ambassadeur de France, M. Laugel, est allé les accueillir. A l'atterrissage du bi-moteur Beechcraft du CICR qui les ramenait, les corps étaient placés dans une ambulance. Dix minutes plus tard, le véhicule a explosé, brûlant gravement son conducteur soudanais. De toute évidence, une bombe à retardement avait été placée dans l'un des cadavres, dans le but de faire sauter en vol l'avion de la Croix Rouge, afin d'accuser ensuite le SPLA d'être responsable de la destruction de l'appareil. L'"explication" avancée par Khartoum et selon laquelle l'explosion serait due "aux gaz qui gonfleraient les corps" est contredite par l'importance de la déflagration.

En fait, ces actes de terrorisme d'Etat sont liés à la montée en puissance des éléments islamistes extrémistes, menés par le numéro deux du régime, le général Zybeyr Muhammad Saleh, face auxquels le chef de l'Etat, le général Omar Hassan al Bashir, est de plus en plus impuissant. La violence constitue maintenant une politique délibérée. Le médecin Muhammad Ibrahim Salim, condamné à mort, puis gracié, a été torturé à mort peu avant Noël. Le 31 décembre, à l'issue d'un "procès" d'un quart d'heure, un jeune copte, pilote de l'aviation civile a été pendu parce qu'il détenait des dollars américains. Enfin, depuis le premier janvier, les châtiments islamiques de Hudud (amputations, flagellations), sont à nouveau en vigueur.

Par ailleurs, le général Zybeyr Muhammad Saleh est, quant à lui, persuadé que l'opération Lifeline-Soudan, à laquelle participait Médecins Sans Frontière a servi à livrer des armes au SPLA.

Cette politique du pire provoque des déraillements au sein de la junte, notamment parmi ses quelques membres sudistes. Le général Dominic Kassianu, d'origine zandée, a voulu démissionner. Sa démission a été refusée, et le général Zybeyr lui a indiqué "qu'il était trop tard pour reculer".